

Pesticides : les citoyens se rebiffent

26 mars 2013 / Pascale Garcia (Reporterre)



La huitième édition de la Semaine pour les alternatives aux pesticides se déroule jusqu'au 30 mars. Alors qu'un rapport sénatorial s'alarme du danger des pesticides et appelle au contrôle de leur usage, des associations lancent des « zones sans pesticides ». La France est le troisième consommateur mondial de ces produits dangereux.

Il y a un an, la justice donne raison à Paul François. L'agriculteur charentais avait intenté un procès au fabricant Monsanto, l'accusant d'être responsable de l'intoxication dont il a été victime, après avoir inhalé en 2004, des vapeurs de l'herbicide Lasso commercialisé par la firme.

Cette histoire alerte la sénatrice Nicole Bonnefoy sous l'impulsion de laquelle une mission d'information sénatoriale est constituée en février 2012 avec pour objet, l'usage des pesticides en France. Ses membres s'aperçoivent vite que l'accident dont a été victime le maïsiculteur n'est pas un cas isolé. Dans plusieurs départements français, des agriculteurs sont victimes d'accidents, d'intoxications aiguës, de maladies chroniques dont la cause, souvent lointaine, semble résider dans l'utilisation des pesticides.

La mission engage alors un travail de six mois, auditionnant des centaines de personnes d'horizons divers, au terme duquel elle rend en octobre dernier un rapport très fouillé intitulé *Pesticides : vers le risque zéro* volontairement orienté sur l'impact sur la santé des utilisateurs : fabricants, agriculteurs, paysagistes et même riverains...

Ses principaux constats sont alarmants : sous-évaluation des dangers et des risques des pesticides, mauvaise prise en compte des perturbateurs endocriniens et du suivi des produits après leur mise sur le marché au regard de leurs impacts sanitaires réels, insuffisance des protections de la conception des produits phytosanitaires à leur fabrication en passant par leur utilisation, nécessité de faire évoluer un modèle agricole aux pratiques dépassées et de renforcer le plan Ecophyto.

Pour mémoire, ce plan lancé en 2009 dans la trace du Grenelle de l'Environnement visait une réduction de 50 % de l'usage des pesticides en France. Peu coercitif, il misait sur la pédagogie, la formation et surtout reposait sur le volontariat. Quatre ans plus tard, loin d'avoir diminué, les ventes, surtout d'herbicides, ont augmenté de 2,6%.

Un rapport... et après ?

Le rapport conclut sur la nécessité de renforcer le plan et propose une centaine de **propositions classées par thèmes**

. Plutôt que d'envisager une ou deux lois incluant ses nombreuses recommandations, les sénateurs, décidés à les concrétiser, selon la sénatrice Nicole Bonnefoy disent avoir choisi de les faire entrer dans tous les textes : « *Partout ou ce sera possible, on le fera* » assure-t elle. Il vient d'être débattu en séance plénière le 23 janvier en présence des ministres de [la santé et de l'agriculture](#)).

Selon la sénatrice, un certain nombre de recommandations pourront s'inscrire dans différents projets de lois ou travaux en cours. A commencer par le projet de loi sur l'avenir de l'agriculture. La mission attend beaucoup d'une révision des autorisations de mise sur le marché : « *Nous voulons des études indépendantes des fabricants, payées par un fonds abondé par ces derniers, et sur les compositions complètes, et non sur un ou deux composants avec des réévaluations régulières* ».

Elle demande aussi que l'expertise évolue, y compris au niveau européen. Si les sénateurs n'ont pas fait de comparaison entre les différents pays de l'Union ils insistent sur la nécessité d'harmoniser et aussi de réévaluer l'expertise et de formuler des règles de déontologie : « *L'évaluation est au cœur du problème et doit être absolument revue. J'ai été stupéfaite de constater que le travail de l'EFSA par exemple ce n'était pas de refaire des évaluations, mais de vérifier des grilles de méthodologies et d'interpréter*". D'apprendre que les experts européens travaillaient bénévolement, le week-end, pendant les vacances l'a aussi surprise.

Du côté du ministère de la Consommation, les propositions relevant de la protection des consommateurs comme l'interdiction de la vente de pesticides dans l'alimentaire, ou des promotions abusives (dites promotions « girafes ») pourraient être reprises, selon elle.

Enfin « *les données toxicologiques de terrain sont éparpillées et ne permettent pas d'avoir une bonne lecture. Les travaux menés par le ministère de la santé pour améliorer le dispositif de toxicovigilance devraient tenir compte de nos recommandations.* » Aujourd'hui « *on ne peut vraiment plus attendre d'avoir la certitude de l'épidémie pour agir* ».

Zone sans pesticides

Sur le terrain, les associations militantes en sont convaincues. Pour la 8^e année consécutive, la [semaine des alternatives aux pesticides](#) se déroule du 20 au 30 mars : des centaines

d'événements, en France mais aussi en Europe, en Afrique ou au Canada pour informer sur les pesticides et sur les alternatives. Les arguments pour mobiliser ne manquent pas à l'association [Génération Futures](#) qui coordonne la manifestation : la France est le premier pays européen utilisateur de pesticides et le troisième au monde ; plus de 50 % des fruits et légumes (non bio) contiennent des résidus de pesticides ; les surfaces agricoles bio devaient atteindre 6 % en 2012, elles peinent à approcher 4%.

Loin de lasser, le sujet suscite un intérêt croissant selon les organisateurs qui se félicitent de voir de nouvelles structures les rejoindre, notamment des associations d'agriculteurs et même des participants qui ne sont pas directement concernés par la problématique. De même, les riverains dont les témoignages de nuisances dus aux traitements phytosanitaires commencent à émerger avec ceux des agriculteurs [victimes des pesticides](#) devraient se faire remarquer.

Génération Futures avec l'association [Agir pour l'environnement](#) invitent tous ceux qui se sentent concernés par les pesticides, les agriculteurs, les élus, les jardiniers amateurs, les consommateurs, les commerçants, les parents d'élèves, etc., à se manifester de différentes manières : en créant des « *zones sans pesticides* » signalées par des panneaux, stickers et autres visuels [disponibles ici](#), en déposant les photos de leurs zones ou en se signalant [sur le site](#).

« Cette action de géo-mobilisation a vocation à durer dans le temps et à mobiliser un maximum de personnes afin de constituer une carte de France participative et citoyenne des zones sans pesticides » expliquent les organisateurs qui espèrent montrer ainsi aux décideurs *« l'importance des attentes citoyennes ainsi que la possibilité et la nécessité de mettre en place des mesures concrètes et ambitieuses pour lutter contre les pesticides »*.

Source : Pascale Garcia pour *Reporterre*

Lire aussi : [Des résidus de pesticides détectés dans les bouteilles d'eau minérale](#)

- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Pesticides-les-citoyens-se>